



Marché N°

Services bancaires pour le compte de la Cinémathèque française

Lot 1 : flux occasionnels

Lot 2 : flux quasi-quotidiens

<p>Cahier des Clauses Techniques Particulières CCTP</p>
--

En application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique, relatifs aux marchés à procédure adaptée.

SOMMAIRE

PRESENTATION DE LA CINEMATHEQUE FRANCAISE	3
1.1 OBJET DE L'ASSOCIATION.....	3
1.2 GOUVERNANCE	3
1.3 CONTROLE FINANCIER.....	3
1.4 FISCALITE.....	3
1.5 MOYENS.....	4
1.5.1 MATERIELS ET LOCAUX.....	4
1.5.2 COLLECTIONS.....	4
1.5.3 RESSOURCES HUMAINES.....	4
1.5.4 RESSOURCES FINANCIERES (CF. ANNEXE : COPIE DES COMPTES ANNUELS APPROUVES)	5
1.6 MOYENS COMPTABLES ET PROCEDURES.....	6
1.6.1 OUTILS	6
1.6.2 VOLUME.....	6
1.6.3 COFFRE « INTELLIGENT »	7
1.6.4 TRANSACTIONS PAR CARTES BANCAIRES.....	7
ARTICLE 2 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	8
2.1 LOT 1 : FLUX OCCASIONNELS.....	8
LOT 2 : FLUX QUASI-QUOTIDIENS	8
ARTICLE 3 – MODALITES D'EXECUTION	9
3.1 LOT 1 : FLUX OCCASIONNELS.....	9
3.1.1 OUVERTURE, FONCTIONNEMENT ET SUIVI DU COMPTE.....	9
3.1.2 BANQUE A DISTANCE.....	9
3.1.3 OPERATIONS DE DECAISSEMENT.....	9
3.1.4 PLACEMENT	9
3.2 LOT 2 : FLUX QUASI-QUOTIDIEN.....	10
3.2.1 OUVERTURE, FONCTIONNEMENT ET SUIVI DU COMPTE.....	10
3.2.2 BANQUE A DISTANCE.....	10
3.2.3 OPERATIONS DE DECAISSEMENT.....	11
3.2.4 OPERATIONS D'ENCAISSEMENT	11
3.2.5 PLACEMENT	12

1.1 Objet de l'association

La Cinémathèque française est une association loi 1901. Sa mission revêt un caractère d'intérêt général. Bien que de statut privé, elle est subventionnée très majoritairement par l'Etat. Elle constitue un pôle patrimonial cinématographique unique de par la richesse de ses collections et de son offre au public.

Elle a notamment pour mission d'assurer la diffusion de contenus auprès du public et notamment par le biais :

- de projections organisées dans ses locaux et dans ceux d'organismes partenaires, notamment d'autres cinémathèques, festivals, musées, universités, ciné-clubs,
- de rétrospectives composées de films choisis pour leur intérêt artistique, historique ou technique,
- de conférences et de recherches,
- d'expositions, circulant en France et à l'étranger,
- d'activités culturelles, pédagogiques et de formation,
- d'une bibliothèque spécialisée.

La Cinémathèque propose également à ses visiteurs une librairie dédiée au cinéma et un restaurant.

Cf Présentation de l'association :

<http://www.cinematheque.fr/informations-institutionnelles.html>

Cf rapport d'activité 2019 :

<https://www.cinematheque.fr/media/rapport-d-activit-2020-de-la-cin-math-que-fran-aise.pdf>

1.2 Gouvernance

La Cinémathèque rassemble aujourd'hui environ 940 membres, personnes physiques ou morales, réalisateurs, comédiens, chercheurs, critiques, techniciens, cinéphiles, qui ont déposé ou fait don d'une œuvre ou d'un document cinématographique.

Le Conseil d'administration comprend dix-huit membres élus par l'Assemblée Générale, chacun dispose d'un mandat de quatre ans. L'Etat nomme trois à cinq personnalités qualifiées ; il est représenté par un Commissaire du Gouvernement en la personne du Président du Centre National de la Cinématographie et un contrôleur financier. Le Conseil d'Administration élit le Bureau composé du Président, deux Vice-Présidents, deux Secrétaires et un Trésorier.

Le Directeur Général de la Cinémathèque française est nommé par le Conseil d'Administration sur proposition du Président, après agrément du Ministre de la Culture et de la Communication.

1.3 Contrôle financier

Conformément aux statuts de l'association (<http://www.cinematheque.fr/informations-institutionnelles.html>), un comité financier, instance paritaire entre la Cinémathèque et l'Etat, examine toutes les questions à caractère financier. Il est présidé par le Président de la Cinémathèque française.

La Cinémathèque française est contrôlée par un **commissaire aux comptes**. Ce rôle est assuré par le Cabinet GMBA Seleco (du groupe Walter Allinial). Son rapport 2020 figure en annexe du présent cahier des charges. Lors de ses travaux, le commissaire aux comptes est amené à circulariser la banque.

1.4 Fiscalité

La Cinémathèque française est assujettie aux impôts commerciaux pour les activités de librairie, privatisation des espaces, iconothèque, éditions d'ouvrages, valorisation du catalogue, valorisation et accès aux collections, Centre d'Information à Distance (CID). Pour ces activités, elle collecte et récupère intégralement la TVA.

Les activités qui relèvent du patrimoine, de la programmation, des expositions, de l'action culturelle sont quant à elles, exonérées des impôts commerciaux. La Cinémathèque française ne peut donc, pour les opérations liées à ces activités, récupérer la TVA.

Pour les opérations réalisées par les autres activités dites « mixtes » (Direction financière et juridique, moyens généraux, direction du bâtiment et de la sécurité, direction des ressources humaines, direction des systèmes d'information, régie technique), la Cinémathèque française ne récupère la TVA qu'à hauteur d'environ 40% (recalculé annuellement en fonction du chiffre d'affaires de chacune des activités).

Les placements réalisés, et donc les produits de ces placements, sont réputés ne pas être soumis à l'impôt.

1.5 Moyens

1.5.1 Matériels et locaux

Le siège social et les activités ouvertes au public de la Cinémathèque française sont installés au 51 rue de Bercy, Paris 12ème dans un bâtiment mis disposition par l'Etat gracieusement.

La Cinémathèque est également localisée en région parisienne sur trois autres espaces pour la conservation de ses collections et un espace de bureaux situé à Paris.

1.5.2 Collections

L'institution créée en 1936 par Henri Langlois avait pour particularité, dès sa naissance, d'accorder autant d'importance au « non-film » (archives, livres, appareils, costumes, affiches, maquettes, etc.) qu'aux films. La Cinémathèque a collecté au fil des ans une importante collection de films, d'archives et d'appareils.

La Cinémathèque française se trouve à la tête d'une collection très importante :

- 50 000 films de toutes époques, pays, formats...
- 60 000 affiches françaises et étrangères, de toutes époques
- Plus de 500 000 photographies de films, portraits d'acteurs, de réalisateurs, photos de tournages, etc.
- 13 000 dessins, maquettes de décors, de costumes, story-boards, dessins de presse...
- 30 000 dossiers d'archives constitués par les professionnels de tous les métiers du cinéma ; parmi les plus prestigieux : Fritz Lang, Abel Gance, Jean Epstein, François Truffaut, Jacques Rivette, Louis Malle, etc.
- Plus de 6 000 appareils, anciens et modernes, du Cinématographe Lumière aux plus récentes caméras numériques, dont près d'un tiers appartient au CNC qui les a déposés à la Cinémathèque
- Plus de 5 000 costumes, accessoires et objets divers
- 25 000 plaques de verre pour lanternes magiques

1.5.3 Ressources humaines

Au 31 décembre 2020, la Cinémathèque comptait 219 collaborateurs (207 CDI, 12 CDD et autres contrats).

S'agissant plus spécifiquement de la Direction administrative et financière (DAF), celle-ci comprend aux côtés de son directeur, un responsable du contrôle de gestion, une contrôleur de gestion, une assistante, un service comptable composé de 8 personnes dont une responsable.

Le personnel chargé des caisses en billetterie est externalisé : le titulaire du marché est la société CityOne <http://www.cityone.fr/>.

La mise en œuvre de la **délégation de pouvoir et de signature** (cf. annexe) définie par les statuts est assurée par la Direction des affaires juridiques.

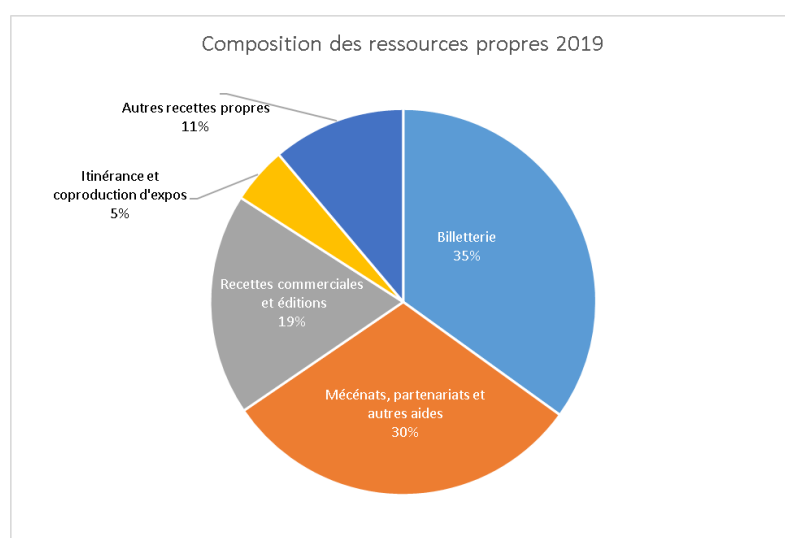
1.5.4 Ressources financières (cf. annexe : copie des comptes annuels approuvés)

Les données financières présentées ci-dessous concernent l'exercice 2019, l'exercice 2020 ayant été fortement impacté par la crise du Covid-19 et n'étant à ce titre pas représentatives de la réalité de l'activité de la Cinémathèque française.

Les comptes de l'année 2019 font ressortir un résultat net excédentaire à hauteur **33 265 €**.

La subvention générale du CNC en 2019 s'élevait à 19,2 M€ (cf annexe convention de subvention avec le CNC). A titre d'information, la subvention annuelle peut être complétée ponctuellement par des subventions spécifiques allouées à des projets. En 2021, la subvention annuelle s'élève également à 19,2 M€.

Le total des ressources propres s'élève à 5 061 853 €, en baisse de - 8 % par rapport à 2018. Les recettes de billetterie des activités culturelles et les recettes commerciales sont stables, tandis que les recettes de mécénat et partenariat sont en baisse (ces recettes enregistrent une forte hausse en 2020).



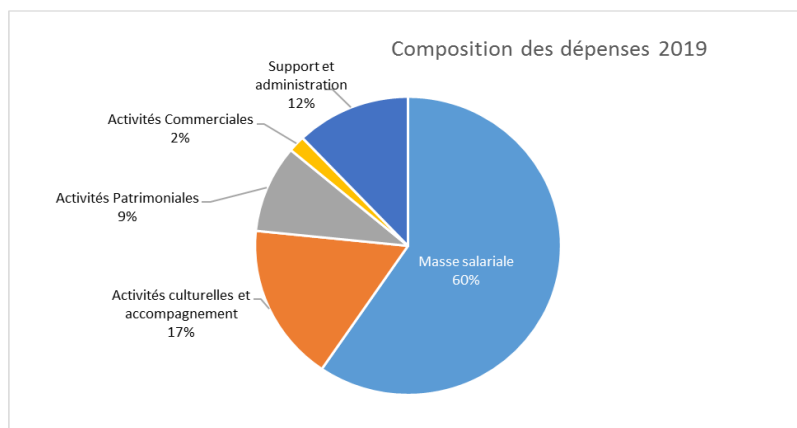
Billetterie : billetterie des salles de cinéma, expositions, bibliothèque, actions culturelles et pédagogiques; recettes des itinérances d'expositions.

Mécénats et partenariats : mécénats, partenariats communication, aides diverses.

Recettes Commerciales : librairie, locations d'espaces, redevance du restaurant, recettes d'éditions.

Recettes diverses : recettes des activités patrimoniales, produits financiers, remboursements des organismes sociaux, reprises sur provisions...

Le total des dépenses s'élève à 27 625 309 € dont 2 871 568 € d'amortissements, soit 1,98 % de moins qu'en 2018.



Les charges de personnel : salaires, formations, tickets restaurants, indemnité de transport, charges sociales, comité d'entreprise, cotisations mutuelle santé et prévoyance, taxes sur les salaires et d'apprentissage.

Activités culturelles et d'accompagnement : activités, promotion, l'accueil des publics

Activités commerciales : locations d'espace, librairie, restaurant

Activités patrimoniales :

Traitement, conservation, restauration, stockage des collections

Support et administration : bâtiment, informatique, direction générale, ressources humaines, juridique et finances

1.6 Moyens comptables et procédures

1.6.1 Outils

Logiciel de comptabilité et de gestion budgétaire : [Linéa Compta](#) (éditeur Sigma)
Engagement des dépenses : [Linéa web-engagement](#) (éditeur Sigma)
Logiciel de facturation : [Linéa-Facturation](#) (éditeur Sigma)
Communication bancaire avec protocole EBICS T : ECONTROL
Logiciel de billetterie : [Digitick](#)
Logiciel de gestion de la Librairie : [CDI Bookshop](#)
Sites internet avec un portail d'achat sur www.cinematheque.fr, avec flux e-commerce sécurisés via [Paybox](#).

1.6.2 Volume

Du fait de la crise du Covid-19, les données suivantes concernent l'exercice 2019. La Cinémathèque française dénombrait en 2019 :

4 358 clients actifs
913 fournisseurs actifs
1 309 factures clients
5 315 factures fournisseurs
191 246 Lignes d'écritures

Volume de commande d'espèces en 2019 auprès de la banque et livrées par les transporteurs de fonds (5 commandes sur l'année) :

Valeur des espèces	Nombre de billets ou de pièces commandé
5.00	500.00
2.00	750.00
1.00	16 250.00
0.50	22 000.00
0.01	200.00
Total	31 252.00

Ces volumes varient évidemment chaque année en fonction du succès des expositions et de la programmation en cours.

1.6.3 Coffre « intelligent »

La Cinémathèque dispose de 2 coffres « intelligent » compusafe gérés par la Brinks (http://www.brinks.ca/solutions/compusafe_fr.php#1).

L'un réservé aux recettes de la billetterie de la Cinémathèque, l'autre aux recettes de la Librairie de la Cinémathèque.

Les fonds sont ramassés une fois par semaine par la Brinks (au 01/01/2022, ce prestataire pourrait être amené à changer car son marché arrive à expiration le 15/12/2021).

Les fonds sont composés de billets, pièces et remises de chèques.

1.6.4 Transactions par cartes bancaires

La Cinémathèque française dispose pour ses différents services de :

Billetterie	6 TPE	Contrat monétique de proximité
Billetterie	Paybox	Contrat monétique VADS
Librairie	2 TPE	Contrat monétique de proximité et VAD
Médiathèque	1 TPE	Contrat monétique de proximité sur automate
(Pour automate de distribution et de rechargement de cartes de photocopies)		
Iconothèque	1 TPE	Contrat monétique de proximité et VAD
Comptabilité	1 TPE	Contrat monétique de proximité et VAD.

Tableau de détail du volume des transactions par carte bancaire :

	CB		VISA		MASTER CARD	
	nombre	en euro	nombre	en euro	nombre	en euro
<u>Paie ment de proximité</u>	42 884	910 148.01	2 007	50 791.18	1 868	44 468.22
Compte principal	29 536	486 534.50	1 283	21 247.80	1 148	17 784.60
Compte librairie	13 319	422 727.25	720	29 279.38	720	26 683.62
Compte collectivité	29	886.26	4	264.00	0	0.00
<u>Paie ment à distance</u>	13 203	196 028.47	339	4 762.24	293	4 681.61
Compte principal	13 184	195 082.59	330	4 267.60	285	3 798.80
Compte librairie	9	633.60	0	0.00	1	61.50
Compte collectivité	10	312.28	9	494.64	7	821.31
<u>Paie ment par automate</u>	1 007	8 099.00	58	519.50	68	791.50
Compte principal	1 007	8 099.00	58	519.50	68	791.50
TOTAL	57 094	1 114 275.48	2 404	56 072.92	2 229	49 941.33

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Il est précisé que certains services de la Cinémathèque française ne récupèrent que partiellement la TVA et qu'à ce titre les prix en valeurs HT et TTC revêtent un caractère très important.

2.1 Lot 1 : Flux occasionnels

Les prestations du lot n°1 concernent la **tenue d'un compte** de la Cinémathèque française et les **placements à court, moyen et long terme**

Encaissements :

La subvention du CNC est créditée en deux ou trois fois sur le compte bancaire du lot 1. Les autres subventions ainsi que les remboursements des organismes sociaux sont également créditées sur ce compte.

Décaissements :

Les virements de salaires sont effectués via le logiciel de paie (Nibelis <https://www.nibelis.com/>) et transférés via ECONTROL paiement ou en transférant le fichier depuis le site internet bancaire. La confirmation se fait depuis le site internet bancaire avec une authentification par lecteur CAP.

Les organismes sociaux sont payés par télévirement, par chèque ou par virement.

Des virements du compte du lot 1 au compte principal du lot 2 sont effectués régulièrement selon l'état de la trésorerie depuis le site internet de la banque et validés avec une authentification par lecteur CAP sur le site.

Des placements sont effectués régulièrement (Produit structuré sur 3 ans, dépôts à terme, Sicav monétaires...). Le choix se fait selon le risque très faible du produit et sa rentabilité.

Lot 2 : flux quasi-quotidiens

Les prestations du lot n°2 concernent la **tenue des comptes** de la Cinémathèque, la gestion des **flux quotidiens** de trésorerie, la gestion de la trésorerie à **court terme**.

Encaissements :

Tout le chiffre d'affaires réalisé par la Cinémathèque française est crédité sur les comptes du lot 2 (espèces, chèques, cartes bancaires, prélèvements, virements).

Les espèces et les chèques sont enlevés une fois par semaine par la société de transporteurs de fonds Brinks (le prestataire pourra être amené à changer suite à la publication d'un nouveau marché).

La Cinémathèque dispose de plusieurs TPE sur ses différents points de ventes, paramétrés selon le cas en vente de proximité, vente à distance, paiement sur automate en libre-service) (cf 1.6.4).

Les prélèvements sont effectués depuis Linéa-compta et sont transférés à la banque via ECONTROL. La validation des ordres de prélèvements est faite avec une authentification par lecteur CAP sur le site.

Décaissements :

Les virements européens en euros sont effectués depuis Linéa-compta et sont transférés via ECONTROL. La validation de l'ordre de virement est faite avec une authentification par lecteur CAP sur le site.

Les virements européens en devises et internationaux sont effectués sur l'espace client du site internet de l'actuelle banque.

3.1 Lot 1 : Flux occasionnels

3.1.1 Ouverture, fonctionnement et suivi du compte

Ce lot vise à isoler les opérations demandant peu de manipulations quotidiennes par les équipes de la Cinémathèque française.

Un seul compte courant sera ouvert.

Le relevé bancaire ainsi que les factures de frais en format papiers seront envoyés une fois par mois.

Lors de ses travaux, le commissaire aux comptes circularisera la banque.

Le prestataire précise dans son mémoire technique, les coordonnées de l'interlocuteur unique de la Cinémathèque (nom, titre, téléphone, mail et fax) en cas de notification du marché. La Cinémathèque française ne devra en aucun cas être dirigée au moyen d'un serveur vocal pour joindre par téléphone cet interlocuteur.

Il recevra la mise à jour de la délégation de pouvoirs et de signature et tout document nécessaire au bon fonctionnement du compte de la Cinémathèque française ; il se chargera de sa transmission aux services internes à son établissement bancaire.

Cet interlocuteur sera également à même de faire des propositions commerciales.

3.1.2 Banque à distance

Le prestataire propose un espace client sécurisé sur son site internet.

Celui-ci propose à minima les prestations suivantes :

- consulter et télécharger des relevés bancaires ;
- consulter les opérations futures ;
- rechercher des écritures ;
- réaliser des virements de trésorerie ;
- déposer des fichiers d'ordre de virement (salaires) ;
- signer les ordres de virements (salaires et trésorerie) avec une authentification CAP.

La Cinémathèque utilisera quotidiennement le canal interbancaire EBICS-T pour :

Sens : banque ⇒ client : récupération des relevés de compte bancaire

Sens : client ⇒ banque : envoi de fichiers de virements (salaires)

3.1.3 Opérations de décaissement

Pour chacun des moyens de paiements, le prestataire devra préciser dans le BPU la date de valeur prise en compte.

Virements SEPA :

Les virements seront télétransmis via EBICS T ou chargés depuis le site internet. Ils seront signés depuis l'espace client du site internet du prestataire par CAP.

S'agissant de virements de salaires, en cas d'anomalie dans le fichier de virement, le prestataire devra immédiatement contacter la Cinémathèque française et l'informer en donnant le motif précis de l'anomalie.

Chèques :

La Cinémathèque ne souhaite pas bénéficier du renouvellement automatique de chéquiers. Elle commandera environ 5 carnets de chèques qui lui seront envoyés par le prestataire. Lorsqu'elle entamera le 4^{ème} carnet de chèques, elle en commandera à nouveau 5.

3.1.4 Placement

L'établissement bancaire propose des placements avec la meilleure rentabilité possible pour un risque nul.

En cas de proposition de placement au moyen de SICAV monétaire, l'établissement bancaire doit joindre le DICI (Document d'information clé pour l'investisseur).

S'agissant de placements au moyen de Livret A, compte sur livret, compte épargne, l'établissement bancaire doit préciser pour chaque produit : le nom du produit, le taux, le plafond d'épargne, le

montant du solde minimum, le montant du versement initial, le mode de calcul des intérêts, la date de valeur des versements, la fiscalité, la disponibilité des fonds. En cas d'ouverture de l'un de ces comptes, des virements de trésorerie doivent pouvoir se faire depuis le site internet de la banque. Ces virements ne devront pas engendrer de frais.

S'agissant de placement de type compte à terme, ils ne doivent pas être à durée déterminée mais renouvelables. Le prestataire devra préciser le taux pratiqué pour ce type de produit.

A titre indicatif les volumes immobilisables à long terme sont de l'ordre de 7M€ avec un maximum de 14M€, les candidats devront proposer une simulation de placement adaptée à ce type de montant.

Le prestataire peut proposer et détailler d'autres produits de placements que ceux décrits ci-dessus.

3.2 Lot 2 : Flux quasi-quotidien

3.2.1 Ouverture, fonctionnement et suivi du compte

Ce lot vise à regrouper les opérations exigeant des manipulations quotidiennes par les équipes de la Cinémathèque française.

Trois comptes courants seront ouverts :

- Compte dit « principal » : toutes les opérations autres que le compte dit « collectivités » et le compte « Librairie ».
- Compte dit « collectivités » : toutes les opérations visant à tracer les encaissements opérés par les collectivités (TPE + Virements français et étrangers).
- Compte dit « Librairie » : toutes les opérations du service de la Librairie (Encaissements : TPE, Virements français et étrangers, espèces, chèques, American Express, Décaissements : Chèques, virements, LCR)

Le relevé bancaire ainsi que les factures de frais en format papiers seront envoyés une fois par mois.

Le décompte des opérations cartes en format papier listant l'intégralité des transactions ainsi que le début du numéro de carte sera envoyé tous les 10 jours.

Tous les comptes courants ouverts sur ce lot devront être fusionnés pour le calcul des intérêts et agios (seule l'addition des soldes de ces comptes devra être pris en compte).

Lors de ses travaux, le commissaire aux comptes circularisera la banque.

Le prestataire précisera dans son mémoire technique, les coordonnées de l'interlocuteur unique de la Cinémathèque (nom, titre, téléphone, mail et fax), qui centralisera et traitera l'ensemble des demandes, en cas de notification du marché. La Cinémathèque française ne devra en aucun cas être dirigée au moyen d'un serveur vocal pour joindre par téléphone cet interlocuteur.

Il recevra la mise à jour de la délégation de pouvoirs et de signature et tout document nécessaire au bon fonctionnement du compte de la Cinémathèque française ; il se chargera de sa transmission aux services internes à son établissement bancaire.

Cet interlocuteur sera également à même de faire des propositions commerciales.

3.2.2 Banque à distance

Le prestataire proposera un espace client sécurisé sur son site internet.

Celui-ci propose à minima les prestations suivantes :

- consulter et télécharger des relevés bancaires ;
- consulter les opérations futures ;
- rechercher des écritures ;
- réaliser des virements de trésorerie ;
- réaliser des virements internationaux ;
- détail des dépenses par carte bancaire
- signer les ordres de virements avec une authentification CAP ;
- signer les ordres de prélèvements avec une authentification CAP.

La Cinémathèque utilisera quotidiennement le canal interbancaire EBICS-T pour :

Sens : banque ⇒ client :	récupération des relevés de compte bancaire
	récupération des avis de rejets de prélèvements
	récupération des décomptes d'opérations cartes
	récupération des comptes rendus des remises de virements émis
	récupération rejets de virements émis

Sens : client ⇒ banque :	envoi de fichiers de virements
--------------------------	--------------------------------

3.2.3 Opérations de décaissement

Pour chacun des moyens de paiements, le prestataire devra préciser dans le BPU la date de valeur prise en compte

Cartes bancaires :

2 cartes affaires seront souscrites, l'une pour le Directeur Général, l'autre pour la Directrice Générale Adjointe. Le prestataire proposera les différents types de cartes pouvant être souscrit avec leurs caractéristiques (plafonds, garanties, ...).

Le prestataire adressera par courrier un relevé mensuel par carte.

E-Carte Bancaire :

Le prestataire devra apporter une solution pour réaliser des paiements sur internet par une carte bancaire virtuelle au moyen d'un numéro de carte éphémère pour chaque transaction réalisée sur des sites français ou étrangers.

Cette carte devra être différente de celle du Directeur Général ou de la Directrice Générale Adjointe. Le prestataire précisera par quel moyen la Cinémathèque française tracera ces opérations sur le relevé de compte ou sur tout autre relevé. Les opérations devront être débitées en fin de mois.

Les relevés de comptes de cette carte devront être adressés une fois par mois.

Le prestataire indiquera le plafond maximum de cette carte.

Virements SEPA :

Les virements en euro seront transmis via EBICS-T. Ils seront signés sur le site internet du prestataire par une authentification CAP. Le prestataire devra fournir par ce même canal les fichiers de compte rendu de ces virements.

Virements internationaux et virements SEPA en devises :

Virements internationaux et virements SEPA en devises seront réalisés depuis le site internet du prestataire. Ils seront signés sur le site internet du prestataire par une authentification CAP.

Au terme du marché, et en cas de changement de banque, le prestataire devra fournir à la Cinémathèque un fichier exploitable contenant tous les tiers, leurs coordonnées postales et leurs coordonnées bancaires.

Prélèvements SEPA :

Le prestataire devra fournir par le biais du canal EBICS les fichiers de rejets de prélèvement avec leur motif.

Chèques :

La Cinémathèque ne souhaite pas bénéficier du renouvellement automatique de chéquiers. Elle commandera environ 5 carnets de chèques pour le compte principal et le compte Librairie. Ils seront envoyés par le prestataire. Lorsqu'elle entamera le 4^{ème} carnet de chèques, elle en commandera à nouveau 5.

LCR :

La Cinémathèque utilise les LCR pour certains fournisseurs de la Librairie. Elle signera avec le prestataire une convention de paiement sauf désaccord des effets de commerce.

Le prestataire précisera s'il y a possibilité de refuser les LCR depuis l'espace client du site internet de celui-ci.

Espèces :

La Cinémathèque devra pouvoir commander au prestataire des espèces. Il s'agira principalement de pièces de 2€, 1€ et 0.50€ (cf 1.6.2).

Le prestataire précisera si la commande peut se faire depuis le site internet de celui-ci.

3.2.4 Opérations d'encaissement

Pour chacun des moyens de paiements, le prestataire devra préciser dans le BPU la date de valeur prise en compte.

Espèces :

Les espèces seront enlevées du coffre intelligent par les transporteurs de fonds (cf 1.6.3).

La date de valeur de l'encaissement de ces espèces devra correspondre à la date de l'enlèvement par le transporteur.

Le montant porté au crédit du compte devra être un montant global (addition des billets et des pièces).

Les recettes ramassées dans le coffre de la billetterie devront être créditées sur le compte dit « principal ». Les recettes ramassées dans le coffre de la librairie devront être créditées sur le compte dit « librairie ».

Le prestataire devra se rapprocher du transporteur pour la bonne récupération des fonds.

Contrats monétiques / TPE :

Le prestataire devra fournir au titulaire un relevé détaillé des encaissements cartes bancaires, comportant le début du numéro de carte. Ce document sera envoyé au titulaire tous les 10 jours.

La Cinémathèque française utilisera quotidiennement le canal EBICS T pour récupérer les décomptes d'opérations cartes.

Le prestataire devra préciser la date de valeur à laquelle seront encaissées les recettes, et la tarification si elle n'est pas incluse dans les frais de tenue de compte.

Le prestataire précisera également s'il peut proposer à la location des TPE avec le détail des tarifs dans le BPU.

Le prestataire précisera les modalités techniques de sécurité et modalités financières éventuelles permettant aux internautes d'acheter des billets par le biais du site internet de la Cinémathèque française. Il précisera également les possibilités de paiement par téléphone portable.

Prélèvements SEPA :

Les clients de la Cinémathèque peuvent s'abonner en optant pour le prélèvement automatique. En moyenne, 2600 abonnés sont prélevés chaque mois pour un montant de 11.90€. Les prélèvements seront transmis via EBICS-T. Ils seront signés sur le site internet du prestataire par une authentification CAP.

Remises de chèques :

Le prestataire éditera des remises de chèques personnalisées au nom et au compte de la cinémathèque française. Toutes les remises de chèques étant déposées dans le coffre « intelligent », elles seront ramassées par les transporteurs de fonds.

La date de valeur de l'encaissement de ces remises de chèque devra correspondre à la date de l'enlèvement par le transporteur.

Le prestataire précisera l'adresse de dépôt des remises de chèques par le transporteur de fonds, ainsi que l'heure limite de dépôt pour prise en compte le jour même dans les comptes.

Le numéro de la remise de chèque devra être repris dans le relevé bancaire rapatrié via EBICS et le relevé papier.

3.2.5 Placement

L'établissement bancaire propose des placements avec la meilleure rentabilité possible pour un risque nul.

En cas de proposition de placement au moyen de SICAV monétaire, l'établissement bancaire doit joindre le DICI (Document d'information clé pour l'investisseur).

S'agissant de placements au moyen de Livret A, compte sur livret, compte épargne, l'établissement bancaire doit préciser pour chaque produit : le nom du produit, le taux, le plafond d'épargne, le montant du solde minimum, le montant du versement initial, le mode de calcul des intérêts, la date de valeur des versements, la fiscalité, la disponibilité des fonds. En cas d'ouverture de l'un de ces comptes, des virements de trésorerie doivent pouvoir se faire depuis le site internet de la banque. Ces virements ne devront pas engendrer de frais.

S'agissant de placement de type compte à terme, ils ne doivent pas être à durée déterminée mais renouvelables. Le prestataire devra préciser le taux pour ce type de produit.

A titre indicatif les volumes immobilisables à court terme sont de l'ordre de 1.5M€, les candidats devront proposer une simulation de placement adaptée à ce type de montant.

Le prestataire peut proposer et détailler d'autres produits de placements que ceux décrits ci-dessus.

ANNEXES AU CCTP

- Annexe 1 : comptes annuels
- Annexe 2 : délégation de pouvoir et de signature
- Annexe 3 : convention de subvention avec le Ministère